

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2445

[C — 27629]

31 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par les arrêtés des 3 décembre 1992, 3 février 1994, 6 octobre 1994, 8 décembre 1994 et 11 mai 1995;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe que les pouvoirs locaux connaissent dans les plus brefs délais le nombre de points dont ils bénéficieront à partir du 1er janvier 1997;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1er, 5°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels est remplacé par le texte suivant :

« 5° le quinquennat : chaque période successive de cinq ans dont la première commence le 1er janvier 1997. »

Art. 2. Dans le même arrêté, le mot « triennat » est remplacé par le mot « quinquennat ».

Art. 3. L'article 7, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. En ce qui concerne les points calculés conformément au § 1er, la commune, qui bénéficie au cours d'un quinquennat d'un nombre de points inférieur au nombre de points qu'elle a utilisés au cours de la pénultième année qui précède ce quinquennat, obtient de son centre public d'aide sociale, à concurrence des points qu'elle a utilisés au cours de la pénultième année qui précède ce quinquennat, les points qui constituent la différence positive entre les points calculés conformément à l'article 8, § 1er, pour le quinquennat concerné et les points que le centre public d'aide sociale a utilisés au cours de la pénultième année qui précède ce quinquennat.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, la commune peut céder ses points, à l'exception de ceux qui lui sont octroyés en vertu de l'article 12, § 6, alinéa 1er, 5°, à son centre public d'aide sociale et aux associations de communes, sauf celles à finalité économique, dont elle est membre.

La cession de points d'une commune à une association de communes ne peut toutefois intervenir qu'en ce qui concerne les activités que l'association de communes assure sur le territoire de cette commune. »

Art. 4. Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1er, alinéas 2, 3, 4, 5 et 6, les mots « les Services du Gouvernement de la Communauté française et par ceux de la Communauté germanophone » sont remplacés par les mots « la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne et par les Services de la Communauté germanophone »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le centre public d'aide sociale peut céder ses points à la commune dont il dépend ainsi qu'aux associations de centres publics d'aide sociale, aux centres intercommunaux d'aide sociale et aux associations de communes, sauf celles à finalité économique, dont il est membre.

La cession de points d'un centre public d'aide sociale à une association de communes ne peut toutefois intervenir qu'en ce qui concerne les activités que l'association de communes assure sur le territoire de la commune où se situe ce centre public d'aide sociale. »

Art. 5. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 7, § 2, alinéa 2, de l'article 8, § 2, et de l'article 12, § 5, les associations de communes, sauf celles à finalité économique, bénéficient ensemble de six cent cinquante points.

La répartition de ces points entre les associations de communes et les associations de centres publics d'aide sociale est fixée par le Gouvernement.

L'association de communes peut céder ses points aux communes et aux centres publics d'aide sociale qui en sont membres.

L'association de centres publics d'aide sociale et le centre intercommunal d'aide sociale peuvent céder leurs points aux centres publics d'aide sociale qui en sont membres. »

Art. 6. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 10bis. Le pouvoir local qui a, avant le 1er janvier 1997, transféré un service à un autre pouvoir local ne bénéficie plus des points relatifs aux agents contractuels subventionnés qui étaient occupés dans ce service au moment de son transfert.

Le pouvoir local auquel un autre pouvoir local a, avant le 1er janvier 1997, transféré un service bénéficie des points relatifs aux agents contractuels subventionnés qui étaient occupés dans ce service au moment de son transfert.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 ne sont plus appliquées lorsque le service est à nouveau transféré au pouvoir local dans lequel il était à l'origine. »

Art. 7. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11bis. Lorsque le nombre de points attribués à un pouvoir local l'année qui précède le quinquennat est inférieur au nombre de points qui lui sont attribués sur la base des articles 7 à 11, ce dernier nombre est diminué, pendant les quatre premières années du quinquennat, d'un pourcentage de la différence entre ces deux nombres.

Lorsque le nombre de points attribués à un pouvoir local l'année qui précède le quinquennat est supérieur au nombre de points qui lui sont attribués sur la base des articles 7 à 11, ce dernier nombre est majoré, pendant les quatre premières années du quinquennat, d'un pourcentage de la différence entre ces deux nombres.

Le pourcentage visé aux alinéas 1er et 2 est de 80 % pour la première année du quinquennat, de 60 % pour la deuxième année du quinquennat, de 40 % pour la troisième année du quinquennat et de 20 % pour la quatrième année du quinquennat.

La règle contenue à l'article 11 est applicable aux nombres résultant de l'application des alinéas 1er, 2 et 3. »

Art. 8. L'article 12, § 6, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 3 février 1994 et du 6 octobre 1994, est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le Gouvernement accorde, par convention particulière, des points supplémentaires conformément à l'alinéa 1er, 5°, le pouvoir local bénéficie, en outre, d'un nombre de points égal au nombre de points utilisés pour l'engagement d'agents contractuels subventionnés dans le cadre de la convention particulière. »

Art. 9. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 12bis. § 1er. Le pouvoir local doit, au cours du quinquennat, maintenir l'effectif global moyen au moins au niveau de l'effectif global moyen occupé au cours de l'année qui précède le quinquennat.

En cas de diminution de l'effectif global moyen, le pouvoir local ne bénéficie plus que d'une subvention globale dont le montant est réduit du pourcentage de la diminution de l'effectif global moyen.

La réduction du montant de la subvention est appliquée l'année qui suit celle au cours de laquelle l'effectif global moyen a diminué.

Toutefois, en cas d'augmentation de l'effectif statutaire moyen, le montant de la subvention n'est réduit que d'un pourcentage égal à la différence entre le pourcentage de la diminution de l'effectif global moyen et le double du pourcentage de l'augmentation de l'effectif statutaire moyen.

Par effectif global moyen, on entend la moyenne annuelle de l'ensemble du personnel figurant dans les cadres statistiques trimestriels résultant des déclarations à l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales, à l'exception :

- 1° du personnel enseignant;
- 2° des stagiaires occupés conformément à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;
- 3° des agents contractuels subventionnés;
- 4° des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence occupés en vertu de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;
- 5° du personnel hospitalier;
- 6° des pompiers volontaires.

§ 2. Le § 1er s'applique en prenant en considération les effectifs cumulés de la commune et du centre public d'aide sociale qui en dépend et en réduisant le montant de la subvention de chaque pouvoir local du pourcentage de la diminution globale de leurs effectifs.

§ 3. Les §§ 1er et 2 ne s'appliquent ni aux communes sous plan d'assainissement ou sous plan de gestion ni aux centres publics d'aide sociale qui dépendent de ces communes. »

Art. 10. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. La subvention est liquidée, par douzièmes provisionnels, le premier jour ouvrable de chaque mois qui suit l'occupation, à raison du pourcentage d'utilisation des points accordés au cours de la pénultième année.

La régularisation de la liquidation de la subvention intervient au cours de l'année qui suit l'occupation. »

Art. 11. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1er. Sont considérées sous plan d'assainissement ou sous plan de gestion au sens du présent arrêté, les communes bénéficiant d'emprunts d'aide extraordinaire à long terme, d'assainissement ou de consolidation, dans les charges desquels la Région wallonne intervient en 1996.

§ 2. En ce qui concerne les communes sous plan d'assainissement ou sous plan de gestion et les centres publics d'aide sociale qui en dépendent, lorsque le nombre de points attribués l'année qui précède le quinquennat est supérieur au nombre de points qui leur sont attribués sur la base des articles 7, 8 et 11; ce dernier nombre est majoré d'un pourcentage de la différence entre ces deux nombres.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1er est de 100 % pour 1997, de 87,5 % pour 1998, de 75 % pour 1999, de 62,5 % pour 2000 et de 50 % pour 2001.

La règle contenue à l'article 11 est applicable aux nombres résultant de l'application des alinéas 1er et 2. »

Art. 12. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1er. Lorsque l'effectif global moyen en 1996 a diminué par rapport à l'effectif global moyen de 1993, le pouvoir local ne bénéficie plus en 1997 que d'une subvention globale dont le montant est réduit du pourcentage de la diminution de l'effectif global moyen.

Toutefois, en cas d'augmentation de l'effectif statutaire moyen, le montant de la subvention n'est réduit que d'un pourcentage égal à la différence entre le pourcentage de la diminution de l'effectif global moyen et le double du pourcentage de l'augmentation de l'effectif statutaire moyen.

Par effectif global moyen, on entend la moyenne annuelle de l'ensemble du personnel figurant dans les cadres statistiques trimestriels résultant des déclarations à l'Office national de Sécurité sociale des Administrations provinciales et locales, à l'exception :

- 1° du personnel enseignant;
- 2° des stagiaires occupés conformément à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;
- 3° des agents contractuels subventionnés;

4° des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence occupés en vertu de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 précitée;

5° du personnel hospitalier;

6° des pompiers volontaires.

§ 2. Le § 1er s'applique en prenant en considération les effectifs cumulés de la commune et du centre public d'aide sociale qui en dépend et en réduisant le montant de la subvention de chaque pouvoir local du pourcentage de la diminution globale de leurs effectifs.

§ 3. Les §§ 1er et 2 ne s'appliquent ni aux communes sous plan d'assainissement ou sous plan de gestion ni aux centres publics d'aide sociale qui dépendent de ces communes. »

Art. 13. Le chapitre *Vbis* — Dispositions spécifiques — du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995, comprenant les articles 15*bis* et 15*ter*, est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1997.

Art. 15. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 octobre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 2445

[C — 27629]

31. OKTOBER 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere des Artikels 4, § 2;

Aufgrund des durch die Erlasse vom 3. Dezember 1992, vom 3. Februar 1994, vom 6. Oktober 1994, vom 8. Dezember 1994 und vom 11. Mai 1995 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden;

Aufgrund des Gutachtens des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Wichtigkeit für die lokalen Behörden, so bald wie möglich die Anzahl Punkte, die ihnen ab dem 1. Januar 1997 gewährt werden, zu kennen;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, 5° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

« 5° **Quinquennium**: jeglichen aufeinanderfolgenden Zeitraum von fünf Jahren, von dem der erste am 1. Januar 1997 beginnt. »

Art. 2 - In demselben Erlaß wird der Wortlaut « Triennium » durch den Wortlaut « Quinquennium » ersetzt.

Art. 3 - Artikel 7, § 2 desselben Erlasses in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2. Bezüglich der gemäß § 1 berechneten Punkte erhält die Gemeinde, der im Laufe eines Quinquenniums eine niedrigere Anzahl Punkte gewährt wird als die Anzahl Punkte, die sie im Laufe des vorletzten Jahres vor diesem Quinquennium benutzt hat, von ihrem öffentlichen Sozialhilfezentrum die Punkte, die den positiven Unterschied bilden zwischen den für das betroffene Quinquennium gemäß Artikel 8, § 1 berechneten Punkten und den durch das öffentliche Sozialhilfezentrum im Laufe des vorletzten Jahres vor diesem Quinquennium benutzten Punkten, und zwar bis zur Höhe der Punkte, die die Gemeinde im Laufe des vorletzten Jahres vor diesem Quinquennium benutzt hat.

Unbeschadet der Bestimmungen des Absatzes 1 kann die Gemeinde ihre Punkte mit Ausnahme von denen, die ihr kraft Artikel 12, § 6, Absatz 1, 5°, zugeteilt werden, an ihr öffentliches Sozialhilfezentrum und an die Gemeindevereinigungen, von denen sie Mitglied ist, außer denen mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung, abgeben.

Die Abgabe von Punkten von einer Gemeinde an eine Gemeindevereinigung darf jedoch nur im Rahmen der durch die Gemeindevereinigung auf dem Gebiet dieser Gemeinde ausgeübten Tätigkeiten stattfinden.

Art. 4 - Artikel 8 desselben durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994 abgeänderten Erlasses wird folgenderweise abgeändert:

1° in § 1, Absätze 2, 3, 4, 5 und 6 wird der Wortlaut « die Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und die der Deutschsprachigen Gemeinschaft » durch folgenden Wortlaut ersetzt: « die Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens des Ministeriums der Wallonischen Region und die Dienststellen der Deutschsprachigen Gemeinschaft »;

2° § 2 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2. Das öffentliche Sozialhilfezentrum kann seine Punkte an die Gemeinde, von der es abhängt, sowie an die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren, an die interkommunalen Sozialhilfezentren und an die Gemeindevereinigungen, von denen es Mitglied ist, außer denen mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung, abgeben.

Die Abgabe von Punkten von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum an eine Gemeindevereinigung darf jedoch nur im Rahmen der durch die Gemeindevereinigung auf dem Gemeindegebiet, wo sich dieses öffentliche Sozialhilfezentrum befindet, ausgeübten Tätigkeiten stattfinden. »

Art. 5 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 7, § 2, Absatz 2, von Artikel 8, § 2 und von Artikel 12, § 5 erhalten die Gemeindevereinigungen, außer denen mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung, zusammen sechshundertfünfzig Punkte.

Die Verteilung dieser Punkte unter die Gemeindevereinigungen und die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren wird von der Regierung festgelegt.

Eine Gemeindevereinigung kann ihr Punkte an die Gemeinden und öffentlichen Sozialhilfezentren, die ihre Mitglieder sind, abgeben.

Eine Vereinigung von öffentlichen Sozialhilfezentren und ein interkommunales Sozialhilfezentrum können ihre Punkte an die öffentlichen Sozialhilfezentren, die ihre Mitglieder sind, abgeben. »

Art. 6 - Ein neuer folgenderweise verfaßter Artikel 10bis wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Art. 10bis - Die lokale Behörde, die vor dem 1. Januar 1997 eine Dienststelle einer anderen lokalen Behörde übertragen hat, erhält nicht mehr die Punkte bezüglich der in der genannten Dienststelle im Augenblick ihrer Übertragung beschäftigten Vertragspersonalmitglieder.

Die lokale Behörde, der eine andere lokale Behörde eine Dienststelle vor dem 1. Januar 1997 übertragen hat, erhält die Punkte bezüglich der in der genannten Dienststelle im Augenblick ihrer Übertragung beschäftigten Vertragspersonalmitglieder.

Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 werden nicht mehr angewendet, wenn die Dienststelle wieder ihrer ursprünglichen lokalen Behörde übertragen wird. »

Art. 7 - Ein neuer folgenderweise verfaßter Artikel 11bis wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Art. 11bis - Wenn die Anzahl der einer lokalen Behörde im Jahre vor dem Quinquennium zugeteilten Punkte niedriger ist als die Anzahl Punkte, die ihr aufgrund der Artikel 7bis 11 zugeteilt werden, wird diese letzte Zahl während der ersten vier Jahre des Quinquenniums um einen Prozentsatz des Unterschieds zwischen diesen beiden Zahlen reduziert.

Wenn die Anzahl der einer lokalen Behörde im Jahre vor dem Quinquennium zugeteilten Punkte höher ist als die Anzahl Punkte, die ihr aufgrund der Artikel 7bis 11 zugeteilt werden, wird diese letzte Zahl während der ersten vier Jahre des Quinquenniums um einen Prozentsatz des Unterschieds zwischen diesen beiden Zahlen erhöht.

Der in den Absätzen 1 und 2 erwähnte Prozentsatz entspricht 80 % für das erste Jahr des Quinquenniums, 60 % für das zweite Jahr des Quinquenniums, 40 % für das dritte Jahr des Quinquenniums und 20 % für das vierte Jahr des Quinquenniums.

Die in Artikel 11 angeführte Regel gilt für die Zahlen, die sich aus der Anwendung von den Absätzen 1, 2, und 3 ergeben. »

Art. 8 - Artikel 12, § 6 desselben Erlasses in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994 und vom 6. Oktober 1994 abgeänderten Fassung wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

« Wenn die Regierung gemäß Absatz 1, 5° durch besondere Vereinbarung zusätzliche Punkte gewährt, erhält die lokale Behörde überdies eine Anzahl Punkte, die der Anzahl der für die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern im Rahmen der besonderen Vereinbarung benutzten Punkte entspricht. »

Art. 9 - Ein neuer folgenderweise verfaßter Artikel 12bis wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Artikel 12bis - § 1. Die lokale Behörde muß im Laufe des Quinquenniums den durchschnittlichen gesamten Personalbestand wenigstens in der Höhe des im Laufe des Jahres vor dem Quinquennium beschäftigten durchschnittlichen gesamten Personalbestands aufrechterhalten.

Falls der durchschnittliche gesamte Personalbestand reduziert wird, gelangt die lokale Behörde nur noch in den Genuß eines globalen Zuschusses, dessen Betrag um den Prozentsatz der Reduzierung des durchschnittlichen gesamten Personalbestands verringert wird.

Die Verringerung des Zuschußbetrags erfolgt im Jahre nach demjenigen, während dessen der durchschnittliche gesamte Personalbestand verringert worden ist.

Im Falle einer Erhöhung des durchschnittlichen statutarischen Personalbestands wird der Betrag des Zuschusses jedoch nur um einen Prozentsatz verringert, der dem Unterschied zwischen dem Prozentsatz der Verringerung des durchschnittlichen gesamten Personalbestands und dem Doppelten des Prozentsatzes der Erhöhung des durchschnittlichen statutarischen Personalbestands entspricht.

Der durchschnittliche gesamte Personalbestand ist der Jahresdurchschnitt des gesamten Personals gemäß den Angaben in den vierteljährlichen statistischen Rahmen, die sich aus den für das Landesamt für soziale Sicherheit der Provinzial- und Lokalverwaltungen bestimmten Erklärungen ergeben, mit Ausnahme:

1° des unterrichtenden Personals;

2° der in Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen beschäftigten Praktikanten;

3° der bezuschußten Vertragsbediensteten;

4° der Empfänger des Existenzminimums, die kraft Artikel 60, § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfezentren beschäftigt werden;

5° des Krankenhauspersonals;

6° des freiwilligen Feuerwehrpersonals.

§ 2. Der § 1 findet Anwendung, indem die kumulierten Personalbestände der Gemeinde und des davon abhängenden Sozialhilfezentrums berücksichtigt werden, wobei der Betrag des Zuschusses jeder lokalen Behörde um den Prozentsatz der Gesamtverminderung ihrer Personalbestände verringert wird.

§ 3. § 1 und § 2 finden Anwendung weder auf die Gemeinden, die einem Sanierungs- oder Verwaltungsplan unterliegen, noch auf die öffentlichen Sozialhilfezentren, die von diesen Gemeinden abhängen. »

Art. 10 - Artikel 15 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 15 - Die Auszahlung des Zuschusses erfolgt durch Vorschußzwölfte, die am ersten Werktag eines jeden Monats nach der Beschäftigung gezahlt werden, unter Zugrundelegung des Prozentsatzes der Benutzung der im Laufe des vorletzten Jahres gewährten Punkte.

Die Ausgleichung der Zuschußauszahlung erfolgt im Laufe des Jahres nach der Beschäftigung. »

Art. 11 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 17 - § 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses werden als einem Sanierungs- oder Verwaltungsplan unterliegende Gemeinden diejenigen Gemeinden betrachtet, denen außerordentliche langfristige Beihilfeanleihen, Sanierungs- oder Konsolidierungsanleihen gewährt werden, zu deren Lasten die Wallonische Region 1996 beiträgt.

§ 2. Was die einem Sanierungs- oder Verwaltungsplan unterliegenden Gemeinden und die davon abhängenden Sozialhilfzentren angeht, wird, wenn die Anzahl der im Laufe des Jahres vor dem Quinquennium gewährten Punkte höher liegt als die Anzahl der aufgrund der Artikel 7, 8 und 11 gewährten Punkte, letztere Zahl um einen Prozentsatz des Unterschieds zwischen diesen beiden Zahlen erhöht.

Der in Absatz 1 gemeinte Prozentsatz entspricht 100 % für 1997, 87,5 % für 1998, 75 % für 1999, 62,5 % für 2000 und 50 % für 2001.

Die in Artikel 11 angeführte Regel gilt für die sich aus der Anwendung der Absätze 1 und 2 ergebenden Zahlen. »

Art. 12 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 18 - § 1. Falls der durchschnittliche gesamte Personalbestand im Jahre 1996 niedriger ist als der durchschnittliche gesamte Personalbestand im Jahre 1993, gelangt die lokale Behörde 1997 nur noch in den Genuß eines globalen Zuschusses, dessen Betrag um den Prozentsatz der Reduzierung des durchschnittlichen gesamten Personalbestands verringert wird.

Im Falle einer Erhöhung des durchschnittlichen statutarischen Personalbestands wird der Betrag des Zuschusses jedoch nur um einen Prozentsatz verringert, der dem Unterschied zwischen dem Prozentsatz der Verringerung des durchschnittlichen gesamten Personalbestands und dem Doppelten des Prozentsatzes der Erhöhung des durchschnittlichen statutarischen Personalbestands entspricht.

Der durchschnittliche gesamte Personalbestand ist der Jahresdurchschnitt des gesamten Personals gemäß den Angaben in den vierteljährlichen statistischen Rahmen, die sich aus den für das Landesamt für soziale Sicherheit der Provinzial- und Lokalverwaltungen bestimmten Erklärungen ergeben, mit Ausnahme:

- 1° des unterrichtenden Personals;
- 2° der in Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen beschäftigten Praktikanten;
- 3° der bezuschußten Vertragsbediensteten;
- 4° der Empfänger des Existenzminimums, die kraft Artikel 60, § 7 des vorgenannten Gesetzes vom 8. Juli 1976 über öffentliche Sozialhilfzentren beschäftigt werden;
- 5° des Krankenhauspersonals;
- 6° des freiwilligen Feuerwehrpersonals.

§ 2. Der § 1 findet Anwendung, indem die kumulierten Personalbestände der Gemeinde und des davon abhängenden Sozialhilfzentrums berücksichtigt werden, wobei der Betrag des Zuschusses jeder lokalen Behörde um den Prozentsatz der Gesamtverminderung ihrer Personalbestände verringert wird.

§ 3. § 1 und § 2 finden Anwendung weder auf die Gemeinden, die einem Sanierungs- oder Verwaltungsplan unterliegen, noch auf die öffentlichen Sozialhilfzentren, die von diesen Gemeinden abhängen. »

Art. 13 - Das durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 eingefügte und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 abgeänderte Kapitel *Vbis* - Spezifische Bestimmungen -, das die Artikel 15*bis* und 15*ter* enthält, wird aufgehoben.

Art. 14 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1997 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. Oktober 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 2445

[C - 27629]

31 OKTOBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewest-executieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, gewijzigd bij de besluiten van 3 december 1992, 3 februari 1994, 6 oktober 1994, 8 december 1994 en 11 mei 1995;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de plaatselijke besturen zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gesteld van het aantal punten waarop ze aanspraak zullen hebben vanaf 1 januari 1997;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, wordt vervangen als volgt :

« 5° quinquennia : opeenvolgende periodes van vijf jaar waarvan de eerste op 1 januari 1997 begint. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt het woord « triënnium » vervangen door het woord « quinquennium ».

Art. 3. Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994, wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wat de overeenkomstig § 1 berekende punten betreft, verleent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die in de loop van een quinquennium minder punten verkrijgt dan het aantal punten dat ze gebruikt heeft gedurende het voorlaatste jaar voorafgaand aan dat quinquennium, aan die gemeente voor het betrokken quinquennium ten belope van het gedurende het voorlaatste jaar voorafgaand aan dat quinquennium gebruikte aantal punten, de punten die het positieve verschil uitmaken tussen de overeenkomstig artikel 8, § 1, berekende punten en de punten die het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gebruikt heeft gedurende het aan dat quinquennium voorafgaande voorlaatste jaar.

Onverminderd de bepalingen van het eerste lid kan de gemeente haar punten afstaan aan haar openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van de punten die haar toegekend worden krachtens artikel 12, § 6, eerste lid, 5°, en aan de verenigingen van gemeenten waarvan ze deel uitmaakt, behalve die met economische doeleinden.

Een gemeente kan haar punten slechts aan een vereniging van gemeenten afstaan voor activiteiten die de vereniging op het grondgebied van de gemeente verricht. »

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede, derde, vierde, vijfde en zesde lid worden de woorden « de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering en door die van de Duitstalige Gemeenschap » vervangen door de woorden « de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest en door de Diensten van de Duitstalige Gemeenschap »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan zijn punten afstaan aan de gemeente waaronder het ressorteert, alsook aan de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van gemeenten waarvan het deel uitmaakt, behalve die met economische doeleinden.

Een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan slechts punten afstaan aan een vereniging van gemeenten voor activiteiten die de vereniging van gemeenten verricht op het grondgebied van de gemeente waaronder dat openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ressorteert. »

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de bepalingen van artikel 7, § 2, tweede lid, van artikel 8, § 2, en van artikel 12, § 5, hebben de verenigingen van gemeenten, behalve die met economische doeleinden, samen aanspraak op zeshonderd vijftig punten.

De wijze waarop deze punten onder de verenigingen van gemeenten en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden verdeeld, wordt door de Regering bepaald.

De vereniging van gemeenten kan haar punten afstaan aan de gemeenten en aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die er deel van uitmaken.

De vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het intercommunale centrum voor maatschappelijk welzijn kunnen hun punten afstaan aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die er deel van uitmaken. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 10bis. Het plaatselijke bestuur dat vóór 1 januari 1997 een dienst heeft overgeheveld naar een ander plaatselijk bestuur, heeft geen aanspraak meer op de punten voor de gesubsidieerde contractuelen die op de dag van de overheveling binnen deze dienst tewerkgesteld waren.

Het plaatselijke bestuur waarnaar vóór 1 januari 1997 een dienst wordt overgeheveld door een ander plaatselijk bestuur, heeft aanspraak op de punten voor de gesubsidieerde contractuelen die op de dag van de overheveling binnen deze dienst tewerkgesteld waren.

De bepalingen van het eerste en het tweede lid zijn niet meer van toepassing wanneer de dienst opnieuw wordt overgeheveld naar zijn oorspronkelijk plaatselijk bestuur. »

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11bis. Wanneer het aantal punten dat aan een plaatselijk bestuur wordt toegekend voor het aan het quinquennium voorafgaande jaar kleiner is dan het aantal punten toegekend op grond van de artikelen 7 tot 11, dan wordt het laatste aantal tijdens de eerste vier jaar van het quinquennium verminderd met een percentage van het verschil tussen de twee getallen.

Wanneer het aantal punten dat aan een plaatselijk bestuur wordt toegekend voor het aan het quinquennium voorafgaande jaar, groter is dan het aantal punten toegekend op grond van de artikelen 7 tot 11, dan wordt het laatste aantal tijdens de eerste vier jaar van het quinquennium verhoogd met een percentage van het verschil tussen de twee getallen.

De percentages bedoeld in het eerste en in het tweede lid bedragen 80 % voor het eerste jaar van het quinquennium, 60 % voor het tweede, 40 % voor het derde en 20 % voor het vierde.

De in artikel 11 bedoelde regel is van toepassing op de getallen die het gevolg zijn van de toepassing van het eerste, het tweede en het derde lid. »

Art. 8. Artikel 12, § 6, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 februari 1994 en 6 oktober 1994, wordt met het volgende lid aangevuld :

« Wanneer de Regering, bij bijzondere overeenkomst, overeenkomstig het eerste lid, 5°, bijkomende punten toekent, heeft het plaatselijke bestuur daarenboven aanspraak op hetzelfde aantal punten als het aantal gebruikt voor de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen in het kader van de bijzondere overeenkomst. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12bis. § 1. In de loop van het quinquennium moet het plaatselijke bestuur het gemiddeld totale personeelsbestand op zijn minst op het niveau van het gemiddeld totale personeelsbestand handhaven dat tewerkgesteld was in de loop van het aan het quinquennium voorafgaande jaar.

Als het gemiddeld totale personeelsbestand afneemt, heeft het plaatselijke bestuur nog slechts aanspraak op een toelage waarvan het totaalbedrag verminderd wordt met het percentage van de vermindering van het gemiddeld totale personeelsbestand.

Het bedrag van de toelage wordt verminderd het jaar na dat waarin het gemiddeld totale personeelsbestand afgenomen is.

Als het gemiddeld statutaire personeelsbestand toeneemt, wordt het bedrag van de toelage evenwel slechts verminderd met een percentage gelijk aan het verschil tussen het percentage van de vermindering van het gemiddeld totale personeelsbestand en het dubbele van het percentage van de toename van het gemiddeld statutaire personeelsbestand.

Onder gemiddeld totaal personeelsbestand wordt verstaan het jaarlijkse gemiddelde van al het in de driemaandelijke statistieken aangegeven personeel, zoals meegedeeld aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, met uitzondering van :

- 1° het onderwijzend personeel;
- 2° de stagiairs tewerkgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;
- 3° de gesubsidieerde contractuelen;
- 4° de rechthebbenden op het bestaansminimum die overeenkomstig artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn tewerkgesteld zijn;
- 5° het ziekenhuispersoneel;
- 6° de vrijwillige brandweermannen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 worden de personeelsbestanden van de gemeente en van het eronder ressorterende openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn samengeteld en wordt het bedrag van de toelage van elk plaatselijk bestuur verminderd met het percentage van de totale vermindering van hun personeelsbestand.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op gemeenten die aan een sanerings- of een beheersplan onderworpen zijn, noch op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die van die gemeenten afhangen. »

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De toelage wordt per voorlopige twaalfden uitbetaald op de eerste werkdag van elke maand na de indienstneming, ten belope van het gebruikpercentage van de in de loop van het voorlaatste jaar toegekende punten.

De toelage wordt uitbetaald in de loop van het jaar volgend op de indienstneming. »

Art. 11. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. § 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder gemeenten die aan een saneringsplan of aan een beheersplan onderworpen zijn, gemeenten die aanspraak hebben op leningen voor buitengewone hulp op lange termijn, voor sanering of consolidatie, in de lasten waarvan het Waalse Gewest in 1996 tegemoetkomt.

§ 2. Voor gemeenten die aan een saneringsplan of aan een beheersplan onderworpen zijn en de eronder ressorterende openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wanneer het aantal punten toegekend in de loop van het jaar voorafgaand aan het quinquennium hoger is dan het aantal punten toegekend krachtens de artikelen 7, 8 en 11, wordt het laatste aantal verhoogd met een percentage van het verschil tussen deze twee getallen.

Het in het eerste lid bedoelde percentage is gelijk aan 100 % voor 1997, 87,5 % voor 1998, 75 % voor 1999, 62,5 % voor 2000 en 50 % voor 2001.

De in artikel 11 vermelde regel is toepasselijk op de getallen die het gevolg zijn van de toepassing van het eerste en het tweede lid. »

Art. 12. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. Wanneer het gemiddeld totale personeelsbestand van 1996 afgenomen is in vergelijking met het gemiddelde totale personeelsbestand van 1993, heeft het plaatselijke bestuur in 1997 slechts aanspraak op een toelage waarvan het totaalbedrag verminderd wordt met het percentage van de vermindering van het gemiddeld totale personeelsbestand.

In geval van verhoging van het gemiddeld statutaire personeelsbestand wordt het bedrag van de toelage evenwel slechts verminderd met een percentage gelijk aan het verschil tussen het percentage van de vermindering van het gemiddeld totale personeelsbestand en het dubbele van het percentage van de verhoging van het gemiddeld statutaire personeelsbestand.

Onder gemiddeld totaal personeelsbestand wordt verstaan het jaarlijkse gemiddelde van al het in de driemaandelijke statistieken aangegeven personeel, zoals meegedeeld aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, met uitzondering van :

- 1° het onderwijzend personeel;
- 2° de stagiairs die overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces tewerkgesteld zijn;
- 3° de gesubsidieerde contractuelen;
- 4° de rechthebbenden op het bestaansminimum die overeenkomstig artikel 60, § 7, van bovenvermelde wet van 8 juli 1976 tewerkgesteld zijn;
- 5° het ziekenhuispersoneel;
- 6° de vrijwillige brandweermannen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 worden de personeelsbestanden van de gemeente en van het eronder ressorterende openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn samengeteld en wordt het bedrag van de toelage van elk plaatselijk bestuur verminderd met het percentage van de totale vermindering van hun personeelsbestand.

§ 3. De §§ 1 en 2 zijn niet van toepassing op gemeenten die aan een saneringsplan of aan een beheersplan onderworpen zijn, noch op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die onder die gemeenten ressorteren. »

Art. 13. Hoofdstuk *Vbis* — Specifieke bepalingen — van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995, dat de artikelen 15*bis* en 15*ter* bevat, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Art. 15. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 oktober 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 2446

[C — 27630]

31 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le tableau des coefficients d'actualisation intervenant dans la fixation du prix de revient actualisé des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci et modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location de logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location de logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 10 juin 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique de fixer sans délai les coefficients d'actualisation en vue d'établir le prix de revient actualisé des logements gérés par les sociétés immobilières de service public, de telle sorte que les loyers de base des habitations sociales puissent être revus au 1er janvier 1997;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. L'actualisation prévue à l'article 17, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995, est établie conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. § 1er. L'année de référence est l'année de la première occupation ou, si elle n'est pas connue avec certitude, l'année de la réception provisoire des travaux par l'ex-Société nationale du Logement ou la Société régionale wallonne du Logement.

§ 2. Toutefois, lorsque le logement a fait l'objet de travaux modificatifs, l'année de référence, pour ces travaux, est l'année de la réception provisoire de ces travaux.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 1995 établissant le tableau des coefficients d'actualisation intervenant dans la fixation du prix de revient actualisé des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 17, § 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995, le mot « Exécutif » est remplacé par « Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1997.

Art. 6. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 octobre 1996.

Le Ministre-President du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX